



LE MAILLON DÉCHAÎNÉ

N° 33 - Vendredi 25 avril 2015

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

La fermeture des frontières tue !

Ce dimanche 19 avril, 700 personnes ont péri en essayant de traverser la Méditerranée. La semaine précédente, le 12 avril, ils étaient 400. Depuis des centaines d'autres sont en danger.

Selon un rapport du Haut Comité des Réfugiés (HCR) plus de 207 000 migrants, dont une part importante de mineurs seuls, ont tenté la traversée de la Méditerranée en 2014. 3419 d'entre eux y ont perdu la vie soit 5 fois plus qu'en 2013..

Cette hécatombe n'est en rien une fatalité.

La politique criminelle de l'Union européenne

L'explosion du nombre de candidats à la traversée résulte de la misère et de la guerre dans les régions de départ, au Moyen-Orient en Afrique sub-saharienne de l'Est ou en Afghanistan.

Elle s'explique aussi par l'infamie de la politique européenne. Les États européens prétendent agir pour réduire les naufrages et sauver des vies, mais ils ne font que verrouiller l'accès à leur territoire, avec la politique des visas, l'aide de l'agence Frontex ou du système de surveillance Eurosur.

La fin de l'opération « Mare Nostrum », programme de sauvetage italien depuis le naufrage de Lampedusa, et son remplacement par une patrouille européenne qui n'a pas pour mission première de sauver mais de surveiller (l'opération « Triton » placée sous l'égide de l'agence européenne FRONTEX), réduit encore un peu plus la politique européenne à une simple surveillance passive, donc complice. Un laisser-faire criminel. Rien ne pourra empêcher des dizaines de milliers d'êtres humains de fuir les souffrances de la misère et de la guerre dont les grandes puissances portent une lourde responsabilité. Face au désespoir, rien n'est dissuasif.

Liberté de circulation pour toutes et tous

Les gouvernants européens, Hollande en tête, dénoncent les passeurs qualifiés de "terroristes". Mais les migrant-e-s ne recourraient pas aux services des passeurs au péril de leur vie s'ils pouvaient voyager de fa-

çon régulière, si les visas ne leur étaient pas refusés, s'ils pouvaient circuler librement.

C'est toute la politique de non-asile qui doit changer radicalement en donnant l'absolue priorité à la protection, à la sécurité, à la santé des migrant-e-s. Ce qui suppose d'en finir avec Frontex et d'assurer le droit d'asile à celles et ceux qui fuient les guerres, la misère, la répression, les catastrophes climatiques...

Pour le directeur de Frontex "*Il faut envoyer un signal à ceux qui ne sont pas des demandeurs d'asile et qui sont des migrants en situation irrégulière*". C'est donc bien avec cette politique qu'il faut en finir. Ils l'appellent immigration « choisie », elle est choisie en fonction des intérêts du patronat pour lui fournir un prolétariat au rabais. Le racisme ne servant qu'à légitimer la surexploitation et les discriminations.

La liberté de circulation et d'installation, l'égalité des droits pour toutes et tous dans les différents pays de l'UE c'est le combat que doivent mener ensemble celles et ceux qui sont indignés par les drames de la Méditerranée, en rupture avec la logique capitaliste qui met les peuples et les travailleurs en concurrence les uns et les autres pour accroître les profits.

NAO à FAI des miettes pour les salariés

Sur FAI, les Négociations Annuelles Obligatoire se sont terminées sur une augmentation générale de 1% avec un minimum de 18 € pour les plus petits salaires. Pourtant la FMC compte ses bénéfices en milliards de dollars, et les primes de ses dirigeants en millions ! Pour les actionnaires, c'est 20% de hausse qui sont prévus sur les dividendes.

Il y a quelque chose qui cloche dans tout cela ! Nous créons la richesse mais il n'y a rien pour nous.

Cela met en évidence qu'il faut une autre répartition des richesses en faveur de ceux qui les créent, nous les salarié-e-s.

Soutien à 14 salariés espagnols non payés depuis le 1er janvier (3,5 mois)

Ils ont été recrutés pour la fin des travaux du Grand Stade à Bordeaux. Officiellement ils travaillent pour la société Wit et Ki sous-traitante du Groupe Fayat (maitre d'œuvre du chantier).

Ces intermédiaires espagnols assurent la "traite" de ces salariés sur Bordeaux mais aussi sur les chantiers d'un stade à Paris, d'un hôpital à Lille. La société Wit et Ki change de nom d'une ville à l'autre. Une histoire incroyable mais qui existe certainement sur tous les gros chantiers actuels. Ces ouvriers viennent tous de la banlieue de Madrid. Ils n'ont pas de contrat écrit, ils sont logés dans un genre d'hôtel à Bègles.

Rapidement quand ils ont demandé leur paye, ils ont eu la menace d'être virés et renvoyés chez eux s'ils protestaient, s'ils se lançaient dans une grève ou un mouvement social. Ils n'ont pas d'argent à envoyer à leur famille en Espagne et les conséquences ne se font pas attendre : chez eux, ils ont des coupures de gaz, d'électricité, des menaces sur leur logement. Un ouvrier suite un accident du travail (qui n'en est pas un officiellement) a été amené par le chef à l'hôpital mais a dû se débrouiller pour payer. Pas de déclaration, ni papier.

Un rassemblement CGT a eu lieu le 10 avril pour les soutenir. Quelques média étaient présents. Les prud'hommes ont été saisis en référé par l'UD33. Le soutien s'organise. Des ouvriers ont pris la parole pour raconter leurs histoires, ils sont touchés par la solidarité qui s'exprime.

En revanche, silence incroyable des pouvoirs publics, de la Région PS, de la Métropole UMP (Juppé) qui ont particulièrement bien aidé à financer ce nouveau stade qui rentre dans la liste des "projets" nuisibles.

Non au gel et au recul des salaires

Tous les salariés se retrouvent confrontés à la même politique patronale. Les patrons essaient de profiter de la faible inflation « officielle » pour continuer à geler les salaires.

Pour eux, les salaires seraient trop « rigides » et trop élevés. Mais nous savons tous qu'ils décrochent depuis bien longtemps par rapport au coût de la vie depuis la désindexation en 1982 des salaires sur les prix par le gouvernement Mitterrand. L'INSEE avec ses derniers chiffres de 2012 confirme que le salaire moyen a baissé de 0,4% et le salaire médian (qui partage les salariés en 2 groupes) de 0,6%.

Pendant ce temps, les entreprises du CAC40 ont enregistré une hausse des profits de 33% en 2014 soit 62, 4 milliards d'euros et versé aux actionnaires 56 milliards d'euros de dividendes (cash et actions). Les dividendes tournent

depuis des années autour des 40 milliards, quels que soient les résultats de ces groupes, quelle que soit l'évolution de la conjoncture. Pour eux aucune injonction de « c'est la crise ».

En revanche, pour les salariés, la musique est autre. C'est régime sec alors que nous créons cette plus-value qu'on nous vole très légalement !

La contestation pour le droit à des salaires plus décents se fait de plus en plus entendre : les routiers, Sanofi, Leaderprice, Formule 1, Temex... et tous ceux à venir.

A voir ou revoir, sur internet tant que c'est en ligne, l'émission *Cash Investigation* : « quand les actionnaires s'en prennent à nos emplois »...



1^{er} mai avec le NPA

Manif/ repas/ spectacle

Le 1^{er} mai sera l'occasion de construire un nouveau temps de mobilisation après la journée d'action du 9 avril.

Le matin, pour dire clairement notre rejet de la politique du PS-Medef, pour faire entendre notre refus du FN et du racisme, **venez nombreux manifester sous les banderoles du NPA à Bordeaux.**

Et après la manifestation, **le NPA vous invite à son banquet fraternel (salle Victor Hugo, 88 cours Victor Hugo à Cenon) qui sera suivi à 15h30 d'un spectacle d'acrobaties et de music-hall cirque par nos amis de la Fatal Compagnie : La messagerie Tarabuste en roue libre.**

Réservez votre journée

Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...